

## L'ALBANISATION DES TOPONYMES DANS L'ALBANIE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES OU LES MEANDRES D'UNE LENTE CONSTRUCTION ETATIQUE

Nathalie CLAYER

Dans l'arsenal des États-nations, la modification de la toponymie s'est avérée être un outil important pour l'appropriation et la nationalisation du territoire. Dans les Balkans en particulier (Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, etc.), l'entre-deux-guerres fut une période d'intense « ingénierie toponymique »<sup>1</sup>, même si dans certains pays ou régions, le processus de changement de toponymes opéré par les autorités avait débuté plus tôt et continua souvent au-delà de la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>. Il est à l'ordre du jour aujourd'hui au Kosovo, une entité qui vient d'entrer dans une première phase de construction étatique propre. S'agissant de l'Albanie, pays dont la création fut officiellement reconnue en 1913 par les Grandes Puissances, une véritable organisation de l'État ne commença à se mettre en place qu'à partir de 1920. L'entre-deux-guerres représente donc la première phase d'une construction étatique, au demeurant relativement lente. Le processus d'albanisation des toponymes entrepris par les dirigeants albanais de l'époque en est révélateur.

Des recherches sur les questions de pouvoir, construction étatique et religion dans la zone du sud de l'Albanie, frontalière avec la Grèce, m'ont amenée à me pencher sur la politique d'albanisation alors menée dans cette région où la culture grecque avait été dominante, jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, aux côtés de la culture ottomane. Cette politique d'albanisation s'est principalement faite par le truchement des écoles et des « églises »<sup>3</sup>. Mais l'albanisation des toponymes en constituait également un volet important, ainsi que j'ai pu le constater en découvrant dans les archives centrales de l'État albanais plusieurs documents ayant trait à la question. Il s'agit en premier lieu des rapports de deux commissions locales mises en place pour le changement des noms de lieux – celles des sous-préfectures de Gjirokastër et de Himarë – et du rapport de la commission nationale qui œuvra entre 1928 et 1932. Mes sources restent néanmoins lacunaires, puisque je n'ai pu accéder par exemple au rapport de la commission nationale qui œuvra de façon déterminante en 1937-1938, et que je n'ai pas cherché les rapports d'autres commissions régionales. En outre, je n'ai pas étudié la question de l'usage toponymique, ce qui demanderait des enquêtes de terrain spécifiques.

Dans un premier temps, j'étudierai le déroulement du processus de redénomination et les acteurs impliqués aux niveaux local et national. Ensuite, j'analyserai les logiques qui ont présidé aux choix de ces derniers. Enfin, je reviendrai sur le contexte afin de comprendre pourquoi le processus avorta, les autorités albanaises finissant par albaniser d'une autre façon les toponymes.

---

<sup>1</sup> Sur le cas de l'Arménie soviétique à la même époque, voir A. SAPAROV, « The Alteration of Place Names and the Construction of National Identity in Soviet Armenia », *Cahiers du monde russe* 44/1 (2003).

<sup>2</sup> En Turquie, les autorités cherchèrent à modifier la toponymie dès 1915. Elles procédèrent à des changements durant l'entre-deux-guerres, mais elles œuvrèrent de façon systématique dans ce domaine seulement à partir des années 1950 (voir K. ÖKTEM, « Creating the Turk's Homeland : Modernization, Nationalism and Geography in Southeast Turkey in the late 19th and 20th Centuries », <http://www.ksg.harvard.edu/kokkalis>).

<sup>3</sup> Cf. N. CLAYER, « Frontière politique, frontière ethnique et État-nation. L'exemple de la région-frontière albanogrecque dans l'entre-deux-guerres », in D. NEČAK (dir.), *Borders in Southeastern Europe : Culture and Politics between the 18th and 21st Century*, *Historia* 7 (2004), p. 159-175.

## La nationalisation de l'espace : des projets à une mise en pratique de courte durée

### *L'enjeu toponymique dans les constructions nationales balkaniques*

Bien avant que l'État albanais ne décide, en 1926-1927, de se lancer dans la nationalisation des noms de localités en usage sur son territoire, la toponymie était apparue comme un enjeu important aux yeux des albanistes, c'est-à-dire de ceux qui s'efforçaient, pour diverses raisons politiques et sociales, de mettre en avant l'idée d'une nation albanaise. Face aux Grecs qui, suivant les voyageurs occidentaux, remplaçaient sur la carte du Sud des Balkans la toponymie de l'Antiquité, des Albanais s'emparèrent eux-aussi, dès la fin de l'époque ottomane, de la dénomination des lieux pour attester le caractère albanais de certains territoires. Dans le premier volume de sa fameuse encyclopédie rédigée en ottoman, Shemseddin Sami Frashëri faisait ainsi du nom « Épire/Epirus » un nom albanais, alors qu'il était utilisé par les Grecs pour désigner et revendiquer les territoires se trouvant aujourd'hui au Sud de l'Albanie et au Nord-Ouest de la Grèce<sup>4</sup>.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans le cadre d'un État albanais encore fragile, des intellectuels investirent d'un enjeu symbolique majeur le nom de Gjirokastër, la principale ville du Sud du pays. L'enjeu était important, car cette ville avait été en 1913 le centre du mouvement pour l'autonomie de l'Épire du Nord (ou autonomie vorio-épirote), opposé à la souveraineté albanaise. Dès le premier numéro du tout premier journal local en albanais, daté du 27 mars 1920, l'éditeur, Veli Harshova, expliquait que la ville se nommait « Gjinokastër » (et non « Gjirokastër »), parce qu'il s'agissait du château d'un Albanais nommé Gjin, en l'occurrence Gjin Shpata, et non du « château d'argent » selon l'étymologie gréco-latine « Argyro kastro »<sup>5</sup>. Pendant l'entre-deux-guerres, tant dans la presse que dans les textes émanant de l'administration, l'usage sera d'ailleurs d'écrire « Gjinokastër » et non « Gjirokastër », peut-être du fait de l'usage officiel du dialecte d'Elbasan dans lequel les « r » du dialecte méridional sont remplacés par des « n »<sup>6</sup>. Quant au terme « Épire », trop lié aux revendications grecques ou vorio-épirotes, les autorités politiques et administratives du nouvel État albanais exigèrent en 1921 que la poste n'accepte plus les lettres où il figurait sur l'enveloppe<sup>7</sup>.

Chez les autorités albanaises, des vellétés d'agir ponctuellement sur la toponymie semblent s'être manifestées dès la première moitié des années 1920, alors que le pouvoir était encore loin d'être stabilisé. En 1923, il y eut par exemple une correspondance entre le ministère de l'Intérieur, le Premier ministre et certaines préfectures sur « les changements de nom de la région (*krahinë*) de Gollobordë<sup>8</sup> et de certains villages<sup>9</sup> ». L'année suivante, à l'époque du gouvernement de Fan Noli mis en place à la suite d'une mini-révolution, le Conseil des ministres prit la décision, sur proposition du président de l'organisation des Albanais des États-Unis (*Vatra*) faite à l'Assemblée constituante, de changer le nom d'un petit port situé sur la côte Adriatique, Shëngjin (dans le Nord du pays), et de le rebaptiser « Wilson », du nom

<sup>4</sup> D'après lui, « Épire » venait de *epër* (littéralement « haut », « supérieur » en albanais). Cf. « Epir », *Kamus al-alam*, t. 1, 1889, s.v.

<sup>5</sup> *Drita* (La lumière), n°1, 27 mars 1920.

<sup>6</sup> Voir par exemple T. SELENICA, *Shqipria më 1927. L'Albanie en 1927* (1928), p. 273. L'auteur de cet ouvrage mentionne que les légendes non vérifiées font de la ville une localité très ancienne, baptisée ainsi du nom de la reine Argjiro qui avait fait édifier la forteresse (cf. p. 277).

<sup>7</sup> Arkivi Qendror i Shtetit (dorénavant AQSh), Tirana, F. 252 (Ministère de l'Intérieur), v. 1921, d. 286.

<sup>8</sup> Il s'agissait d'un district situé à l'est du pays, le long de la frontière yougoslave, habité en partie par des musulmans slavophones ou bilingues.

<sup>9</sup> AQSh, F. 252, v. 1923, d. 742 (je n'ai pas consulté ce dossier).

du président des États-Unis, qui venait de disparaître au début de l'année 1924 et dont la contribution à la reconnaissance de l'indépendance albanaise après la Première Guerre mondiale avait été notable<sup>10</sup>. En réalité, d'après ce que j'ai pu voir, ce nouvel usage ne s'installa guère dans la pratique, même administrative. La raison principale en est que le pays connut un changement de régime quelque mois plus tard, à la fin de l'année 1924, avec le retour d'Ahmet Zogu. On peut en effet penser que la nouvelle administration ne souhaita pas confirmer ce changement de nom.

### *Les autorités nationales et régionales dans la redénomination à l'échelle de l'État-nation*

Devenu président de la république albanaise, Ahmet Zogu lança en 1926-1927 un processus de redénomination et d'albanisation des toponymes à l'échelle nationale. À cette fin, il utilisa deux filières administratives : celle du ministère de l'Intérieur et des préfectures, d'un côté, et celle de la Direction générale de l'Enseignement, de l'autre<sup>11</sup>. Dans une première phase, il semble que l'idée du président et de son entourage était de solliciter le niveau local afin d'établir de nouveaux toponymes. Pour cela, des commissions furent constituées et réunies au niveau des préfectures ou des sous-préfectures, à la demande des préfets et sous-préfets. À partir des deux exemples étudiés (Gjirokastër et Himarë), il semble que les règles de compositions des commissions ont pu varier. Ce ne furent donc pas tout à fait les mêmes acteurs qui intervinrent dans le processus, selon les configurations locales.

La commission de Gjirokastër, qui se réunit les 8 mars et 14 avril 1927 avant de remettre son rapport au préfet, était présidée par l'inspecteur de l'Enseignement<sup>12</sup>. Elle comprenait également trois autres fonctionnaires, le directeur des finances, le commandant de district et le directeur du lycée, ainsi que le journaliste Jorgo Meksi. Deux de ces personnages étaient originaires de la région (le directeur du lycée et le journaliste). L'inspecteur de l'Enseignement était originaire de Vlorë, ville située un peu plus au Nord-Ouest. Il s'agissait d'un fervent albaniste, actif artisan de la construction nationale et de l'albanisation du système scolaire dans la région<sup>13</sup>. Le commandant du district venait, lui, du Nord de l'Albanie. Quant au directeur des finances, il s'agissait d'un chrétien orthodoxe, dont l'origine géographique m'est inconnue. Tous ces personnages étaient vraisemblablement de fidèles partisans du régime et des albanistes convaincus.

La commission de Himarë, qui se réunit sous la présidence du sous-préfet le 16 mars 1927, était, elle, composée uniquement d'enseignants de la région. Le sous-préfet avait en effet estimé que seuls les instituteurs étaient compétents en la matière. Cependant, lorsque les enseignants furent convoqués le jour dit, six d'entre eux quittèrent la réunion, prétextant qu'ils ne se sentaient pas aptes à la tâche<sup>14</sup>. On peut interpréter ce retrait comme une réticence, voire une résistance vis-à-vis du processus redénotatif ou, plus généralement, vis-à-vis de la politique des autorités albanaises dans cette région très particulière, qui, jusqu'au début des années 1920, avait joui d'une autonomie vis-à-vis du pouvoir central (ottoman, puis albanais). L'autre groupe, qui accepta de participer aux travaux de la commission, rassemblait donc

<sup>10</sup> AQSh, F. 252, v. 1924, d. 167, fl. 98 et d. 888. Au sujet du rôle du président Wilson, voir A. SIMONARD, *L'indépendance albanaise* (1942), p. 330-338.

<sup>11</sup> D'après le rapport de la commission de Himarë, le ministère de l'Intérieur envoya aux préfectures, le 26 mars 1926, une circulaire à ce sujet. La direction de l'Enseignement envoya, elle, le 15 février 1927 une autre circulaire (AQSh, F. 252, v. 1927, d. 554, fl. 13).

<sup>12</sup> Cf. le rapport AQSh, F. 494 (Préfecture de Gjirokastër), v. 1932, d. 519, fl. 1-4.

<sup>13</sup> Il s'appelait Jani Minga. Sur son action dans le domaine de l'enseignement, voir CLAYER, *loc.cit.*

<sup>14</sup> AQSh, F. 252, v. 1927, d. 554, fl. 13-16.

certainement ceux des enseignants qui appartenait à la faction pro-gouvernementale et « pro-albanaise » parmi les Himariotes<sup>15</sup>.

Si l'on se replace à l'échelle nationale, il y a tout lieu de croire que le processus de redénomination voulu par le chef de l'État ne fut pas lancé simultanément dans toutes les provinces du pays et qu'il s'étala dans le temps, semblant même ne pas aboutir. Ainsi, la correspondance entre le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Éducation, la Présidence du Conseil des ministres et la préfecture de Shkodër « pour la formation d'une commission en vue du changement des noms de village qui portent des noms étrangers », conservée aux archives de l'État albanais, ne date que de 1928<sup>16</sup>. Et, en avril 1932, soit cinq ans après la réunion de la Commission locale, le préfet de Gjirokastër renvoya au ministère le rapport de la commission qui fut à nouveau contrôlé<sup>17</sup>.

### *La primauté du national sur le local dans la redénomination*

Les rapports des commissions locales ne constituèrent qu'indirectement la base du processus de redénomination. À la demande du ministère de l'Intérieur, une commission nationale fut en effet nommée afin d'examiner les listes fournies par les provinces et d'élaborer la liste globale des nouveaux toponymes. Cette commission comprenait trois personnes (Mehdi Frashëri, Karl Gurakuqi et Mati Logoreci)<sup>18</sup>, qui se réunirent lors d'une première période, puis cessèrent leurs travaux en octobre 1928, avant de reprendre seulement trois ans plus tard, à la demande du ministère de l'Intérieur et sur ordre du Premier Ministre<sup>19</sup>. Après une soixantaine de séances qui eurent régulièrement lieu entre décembre 1931 et juillet 1932, la liste et le rapport de la commission furent remis au ministère de l'Intérieur et au Conseil des Ministres<sup>20</sup>. Mais le gouvernement n'agit pas immédiatement en retour. Le processus de redénomination des toponymes ne fut réactivé qu'en 1936, et cette fois-ci il fut mené depuis le centre. À cette époque, une correspondance fut échangée, par exemple, à propos des changements de noms des villages et des quartiers, entre le bureau du Premier ministre et la préfecture de Gjirokastër, ainsi qu'avec le commandement général de la gendarmerie<sup>21</sup>. Mais l'année suivante, les autorités de Tirana intervinrent de façon plus énergique et accélèrent le processus en légiférant à ce sujet.

Une loi fut en effet votée au parlement le 22 avril, puis signée par le roi le 5 mai 1937<sup>22</sup>. Celle-ci autorisait le gouvernement à modifier les toponymes. Les changements devaient se faire sur décision du conseil des ministres, puis seraient publiés au Journal officiel. La loi établissait que, quatre mois après la parution du texte, l'utilisation des anciens noms serait interdite. Néanmoins, pendant trois ans, ceux-ci pourraient être mentionnés entre parenthèses au côté des nouveaux noms. Le texte de la loi nous montre également que le gouvernement

<sup>15</sup> Sur l'existence de deux factions à Himarë, l'une pro- et l'autre anti-gouvernementale, cf. CLAYER, *loc.cit.*

<sup>16</sup> AQSh, F. 252, v. 1928, d. 626 (je n'ai pas consulté ce dossier).

<sup>17</sup> AQSh, F. 494, v. 1932, d. 519, fl. 1-4.

<sup>18</sup> Le premier, nommé président de la commission, était l'un des plus importants intellectuels et administrateurs du pays, qui fut à plusieurs reprises ministre ; les deux autres étaient des fonctionnaires du ministère de l'Enseignement. Mati Logoreci avait fait partie des albanistes de la fin de l'époque ottomane. Une quatrième personne, Salih Vuçitern, Directeur général de la réforme agraire, participa à une ou deux séances.

<sup>19</sup> AQSh, F. 252, v. 1931, d. 516.

<sup>20</sup> AQSh, F. 252, v. 1932, d. 222.

<sup>21</sup> AQSh, F. 252, v. 1936, d. 341. Je n'ai pas encore vu cette correspondance qui concerne également la préfecture de Kosovo (nom donné à la préfecture du Nord-est de l'Albanie).

<sup>22</sup> Cf. *Fletorja zyrtare* (Journal officiel) 34, 11 mai 1937, p. 5-6. Entre temps, Ahmet Zogu était devenu roi (en 1928), sous le nom de Zog.

albanais espérait au minimum imposer aux citoyens l'emploi des nouveaux noms dans leur communication avec l'État et visait particulièrement les fonctionnaires civils et militaires. De fait, la loi prévoyait que les actes de notaire des bureaux publics, dans lesquels les nouveaux toponymes ne seraient pas utilisés, ne seraient pas acceptés. Les contrevenants s'exposaient à une légère amende de 5 à 500 francs or. En cas de récidive, une mutation ou une mise à pied était même prévue. Plus largement, les officiers de l'état civil, les militaires et les fonctionnaires n'étaient pas autorisés à accepter de la part des communes, des entités paratatiques ou des citoyens des lettres dans lesquelles ne figureraient que les anciens toponymes. Cinq mois après la ratification de la loi, le Conseil des ministres décida de former une commission, présidée par Ajet Libohova (président du Conseil d'État), chargée de l'établissement des listes des nouveaux toponymes. Deux semaines plus tard, le 6 novembre 1937, le président de la commission adressa une lettre au conseil des ministres présentant les listes en question. Le 6 juillet 1938, le conseil des ministres examina le dossier concernant « les changements de noms de certains villages et quartiers », conformément à la loi du 5 mai 1937, et approuva les listes de nouveaux toponymes, autorisant le ministère de l'Intérieur à mettre la loi en application. Enfin, le 26 août 1938, la décision du conseil des ministres fut publiée au Journal officiel, accompagnée des listes<sup>23</sup>.

N'ayant pu consulter les rapports de la commission mise en place à Tirana en 1937, il ne m'est pas possible d'en préciser les modes de fonctionnement, ni de déterminer le degré de prise en compte des travaux effectués par les commissions locales réunies quelques années plus tôt. Les listes publiées au Journal officiel font toutefois apparaître que la seconde commission nationale, comme la première (et même encore moins que celle-ci), ne suivit pas, ou pas totalement les propositions faites par les commissions de Gjirokastër et de Himarë, dont j'ai pu étudier les rapports. Dans le processus de redénomination, le national a donc fini par primer sur le local, en dépit de l'appel qui avait été fait au niveau local lors de la phase initiale du processus. Au reste, les logiques qui présidèrent aux changements et aux choix des nouveaux toponymes ne semblent pas avoir été tout à fait les mêmes aux deux niveaux, même si, dans les deux, il s'agissait d'albaniser le « tapis de noms »<sup>24</sup>.

## **Rejeter les noms étrangers, adopter des noms albanais**

### *La nationalisation de l'espace*

Dans cette première phase de la construction étatique albanaise, de nombreux intellectuels et administrateurs avaient une conception organique de la nation, définie par sa langue, sa culture et son territoire. Ils la voyaient comme un être vivant, menacé de maladie ou de mort par toute présence d'une autre langue ou d'une autre culture. Pour eux, la survie de la nation passait donc par la « nationalisation de la société », mais aussi par la « nationalisation de l'espace » et des toponymes qui le marquaient. La logique première de la dénomination était dès lors d'éliminer tous les toponymes considérés comme « étrangers », c'est-à-dire non-albanais, et de les remplacer par des toponymes albanais.

Lorsqu'en mars 1927, le journal local annonça qu'une commission avait été formée par le préfet à Gjirokastër, ses rédacteurs expliquèrent que le but était de changer les noms de villages qui étaient « étrangers »<sup>25</sup>. Dans les correspondances administratives, il était question « d'attribuer des noms albanais aux villages qui avaient des noms étrangers ». Les

<sup>23</sup> *Fletorja zyrtare* 64, 26 août 1938.

<sup>24</sup> Je reprends ici l'expression de P. CLAVAL, *Épistémologie de la géographie* (2001), p. 15.

<sup>25</sup> *Demokratia* 95, 26 mars 1927, p. 3.

commissions locales étaient présentées comme des commissions « pour le baptême des villages qui continuent à être appelés par des noms étrangers/en langues étrangères »<sup>26</sup>. La logique d'élimination des noms « étrangers » fut précisée dans le texte de la loi de 1937, intitulée « Loi sur le changement des noms de certaines villes, villages, quartiers, rivières, etc. ». L'idée qui y était exprimée était que ces « noms étrangers » n'étaient pas légitimes, puisqu'ils n'étaient pas les noms originaux et qu'ils avaient été imposés, lors de périodes sombres, par des étrangers. Dans l'article 1, il était ainsi écrit : « Le gouvernement est autorisé à remplacer par des noms convenables ceux de certaines villes, villages, quartiers, rivières du Royaume, qui ont perdu à l'époque des invasions et des occupations étrangères leurs noms originaux, prenant des noms imposés par les étrangers »<sup>27</sup>.

### *La fluidité de la classification albanais/étrangers*

Tout naturellement, le premier travail des commissions locales consista donc à classer les toponymes en deux catégories : « étrangers » et « albanais », avant de proposer de nouveaux noms en remplacement des « noms étrangers ». Si la logique de classification et d'exclusion semblait claire, les rapports des commissions révèlent néanmoins que la catégorisation albanais/étranger était très subjective, et parfois même peu évidente pour les membres de ces instances. Par exemple certains toponymes furent jugés « albanais » par la commission de Gjirokastër, alors que leur étymologie était manifestement étrangère. Le nom de la métropole régionale, « Gjirokastër » était en fait considéré sous la forme « Gjinokastër », pourtant étrangère au dialecte local. Sous cette forme en réalité déjà « albanisée » par les intellectuels locaux comme nous l'avons vu plus haut, le nom de la ville était regardé comme « purement albanais ». L'explication était que la première partie « Gjino- » venait de « Gjini » (un prénom albanais), que le suffixe « kastrà » venait du latin (l'origine latine ne posait donc pas de problème, contrairement aux étymologies grecques ou slaves) et qu'il s'agissait par ailleurs d'un nom ancien et historique<sup>28</sup>. De même, pour la commission, Zenelaj était un « nom albanais » qui n'avait « aucun rapport avec des langues étrangères », car la terminaison « *aj* » se trouvait aussi en albanais. Le fait que la racine du toponyme « Zenel » était un prénom musulman d'origine arabe n'en faisait pas un « nom étranger ». Autre exemple : « Gorica », qui signifie « petite montagne » dans les langues slaves était aussi considéré par les membres de la commission de Gjirokastër comme un « nom albanais ». Il était en effet assimilé au mot *gorricë* qui signifie « poirier sauvage » en albanais. Dans un *addendum* situé à la fin du rapport, il était toutefois précisé que « si ce nom était considéré comme étranger, alors elle proposait de le changer ».

La juxtaposition d'étymologies concurrentes entraînant une hésitation dans la catégorisation albanais/étranger fut presque la règle au sein de la commission de Himarë. Ses membres, des instituteurs locaux, trouvèrent pour la majorité des toponymes une origine grecque et une origine albanaise aux noms des villages de cette région précisément contestée par la Grèce. Ainsi Pilur pouvait venir du grec *pyloros*, « gardien », ou bien du mot albanais *pyllnaje*, « bois, forêt », ou *pjellor*, « fertile », car autrefois il aurait existé là une forêt (*pyll*). Qeparo pouvait tirer son origine du grec *qypon – oro*, « jardins suspendus » ou de l'albanais *qepem epër* « éperon élevé ». Palasa pouvait venir du grec ancien *palesti*, « palestre », du grec *paleon asty*, « ville ancienne » ou de l'albanais *pallat*, « palais », du fait de la présence d'écoles où

<sup>26</sup> Voir les rapports cités dans les notes 12 et 14.

<sup>27</sup> *Fletorja zyrtare* 34, 11 mai 1937, p. 5-6.

<sup>28</sup> Dans le même temps, la commission considérait le nom du village de Palokastër/Palokastra comme un « nom étranger, grec » et suggérait donc de le modifier.

étudiaient les enfants des empereurs romains. Vuno venait du grec *vouno*, « montagne », mais à l'époque d'Ali pacha, au-dessus du village, il y avait une source appelée Bunon que la propagande étrangère avait hellénisé en Vuno. La commission, dont les membres semblaient avoir accepté la politique de nationalisation du gouvernement, proposa en fait de modifier tous ces toponymes dont le caractère aurait été rendu « ambigu » par les développements historiques et surtout par l'influence grecque.

Si l'on compare enfin le travail des commissions nationales constituées en 1928-1932 et en 1937 avec celui des commissions locales de Gjirokaštër et de Himarë qui avaient œuvré dix ans plus tôt, force est de constater que la catégorisation « étranger/albanais » instituée comme base des modifications apparaît là aussi subjective et changeante. Au-delà des différences dans les propositions de nouveaux noms, certains toponymes, dont la modification avait été proposée par les commissions locales, sont en effet laissés inchangés par les commissions nationales. Inversement, certains noms de villages considérés comme albanais par les commissions locales sont modifiés par les commissions nationales ainsi qu'on peut le voir dans les tableaux présentés en annexe, des divergences apparaissant aussi entre les deux commissions nationales<sup>29</sup>.

### *Les modes de création des nouveaux toponymes*

Les rapports des commissions régionales nous fournissent également quelques éléments concernant les modes de redénomination imaginés au niveau local. Les membres de la commission de Gjirokaštër précisait ainsi que les nouveaux noms avaient été proposés en se basant sur l'histoire, la tradition orale, des noms – c'est-à-dire des micro-toponymes – existant autour des villages, ainsi que sur des caractéristiques naturelles. De fait, les nouvelles dénominations correspondaient dans la plupart des cas à des noms d'anciens villages détruits ou devenus des quartiers. Ils pouvaient aussi faire référence à la topographie du village ou à des éléments naturels caractérisant le village ou ses environs. Bien que ce fût loin d'être une règle, le souci de trouver un nom ne s'éloignant pas trop du toponyme d'origine est souligné à deux reprises dans le rapport (pour Kardhiq → Gardhiq ; pour Goranxi → Gurrezi)<sup>30</sup>.

En ce qui concerne la région de Himarë, la commission locale fit essentiellement appel, dans ces propositions de nouveaux toponymes, à des noms de montagnes environnantes ou d'églises situées dans les villages. Seul le village de Dhërmi devait être rebaptisé Gjilekë, d'après le nom d'un quartier appelé « Gjine-Lekë », qui provenait du nom d'une famille originaire de Krujë (la ville de Skanderbeg, le héros national)<sup>31</sup>. Dans le rapport, il était précisé que ce choix avait été fait « afin d'éveiller le sentiment national dans la population et de montrer [à cette dernière] que [les habitants de la région] étaient des Albanais et non, comme certains le disaient, des Grecs<sup>32</sup> ».

On sait plus exactement comment la première commission nationale procéda, puisqu'elle fit état dans son rapport des principes qu'elle avait suivis pour la redénomination. Tout d'abord, elle avait jugé que les noms ayant une connotation religieuse ne devaient pas être changés, sauf lorsqu'il était nécessaire d'adapter leur orthographe aux règles grammaticales de la langue albanaise. Pour la création des nouveaux toponymes remplaçant les noms slaves, mais

<sup>29</sup> Les membres de la première commission nationale expliquent dans leur rapport qu'ils se sont appuyés sur les listes dressées par les commissions locales, mais que celles-ci étaient incomplètes et, surtout, que, en dehors de celles de Dibër et de Himarë, elles n'étaient pas fiables en ce qui concerne l'origine des toponymes (AQSh, F. 252, v. 1931, d. 516, fl. 88).

<sup>30</sup> Voir le tableau 2 en annexe.

<sup>31</sup> Voir le tableau 1 en annexe.

<sup>32</sup> AQSh, F. 252, v. 1927, d. 534, fl. 15.

aussi turcs, latins, vénitiens ou grecs, trois solutions avaient été adoptées : traduire le sens du nom, prendre en compte la caractéristique du village ou trouver un nom albanais morphologiquement proche du nom d'origine étrangère. Pour les noms dont l'origine était incertaine, la commission avait décidé de prendre en compte la prononciation et, lorsque l'étymologie semblait thraco-illyrienne, les noms avaient été considérés comme albanais. Les toponymes composés, comprenant des mots tels que « *çiftlik* », « *aga* », « *pasha* », « *bej* », avaient été transformés en supprimant ces mots jugés « inutiles et anachroniques » (puisque faisant référence à la hiérarchie sociale basée sur la propriété terrienne). Lorsqu'il était alors nécessaire de distinguer plusieurs villages portant le même nom, ces mots avaient été remplacés par les qualificatifs « *i epërm* » ou « *i poshtëm* » (haut, bas). Enfin, les membres de la commission avaient considéré que certains noms de ville, bien que d'origine étrangère, devaient rester tels qu'ils étaient, parce que leur forme avait été albanisée et qu'ils représentaient des éléments importants de l'histoire albanaise<sup>33</sup>.

Sans avoir eu accès au rapport de la commission nationale de 1937, il est difficile de savoir comment celle-ci procéda lors de son travail de redénomination qui n'aboutit pas au même résultat que la commission précédente. À la lecture des listes publiées dans le Journal officiel, on peut néanmoins faire quelques observations. Il semble d'abord que cette commission, comme la commission nationale précédente, eut quelques fois tendance à traduire l'ancien toponyme en albanais (ex. Zagori → Tej Malas, « de l'autre côté de la montagne »). D'autre part, elle ne suivit pas la commission de Gjirokastër pour les noms se terminant par le diminutif « *-icë* » (suffixe d'origine slave, passé en albanais). Ainsi Palokastra (« vieux château ») qui avait été modifié en Kastriçë (« petit château », avec conservation du radical d'origine latine) fut baptisé par la commission nationale Kështjelli (« château », en albanais). Il faut noter que l'attention était, en tous cas, davantage portée sur la nature des toponymes, que sur la nature de la population habitant les villages en question<sup>34</sup>. Dans les régions méridionales aussi, le but premier était de supprimer la toponymie slave héritée de l'époque médiévale, et éventuellement la toponymie grecque, quelle que soit l'appartenance ethno-nationale de la population des villages. L'albanisation des toponymes devait aussi contribuer à la nationalisation de la société dans son ensemble (majorité albanaise, comme minorités non-albanaises), à une époque où l'on cherchait d'ailleurs à faire correspondre la frontière ethnique avec la frontière étatique<sup>35</sup>.

Surtout, la logique nationale de la commission réunie à Tirana en 1937 apparaît dans le caractère idéologique de certains choix, absents lors du travail des commissions locales et de la commission nationale de 1928-1932. En effet, dans chaque région, certains villages, quartiers ou villes se virent attribuer des noms à teneur nationale, dérivés des noms de personnages illustres de la nation, de références géographiques nationales ou de concepts idéologiques. À Gjirokastër, le quartier de Palorto fut renommé Kastriot, du nom de famille de Skanderbeg, le héros national. Le village de Frashtan fut rebaptisé Arbëri, du nom ancien de l'Albanie. De même dans les régions avoisinantes du Sud albanais, le village de Dhrovjan, dans la région de Delvinë, se vit attribuer le nom de Kastriot, Konispol fut baptisé Çamër-i, du nom de la province de Çamëri en grande partie intégrée à l'État grec, et le port de Sarandë

<sup>33</sup> AQSh, F. 252, v. 1931, d. 516, fl. 88-89.

<sup>34</sup> Les changements de toponymes concernaient l'ensemble du territoire. D'après les statistiques fournies dans la revue *Hylli i dritës* (Shkodër, XIV/11, novembre 1938, p. 635-638), la proportion des noms de villages modifiés était toutefois très variable (60% dans la préfecture de Korçë, 56% dans celle de Gjirokastër, 47% pour celle de Berat, 46% pour celle de Vlorë, 32% pour celle Elbasan, 25% dans la préfecture de Durrës, 24% dans celle de Kosovo, et respectivement 9 et 6% pour celles de Shkodër et Tirana). On constate aisément que ces proportions n'ont aucune corrélation avec la présence de minorités.

<sup>35</sup> Cf. CLAYER, *loc.cit.*



devint Zogaj, du nom du roi Zog<sup>36</sup>. On pourrait encore citer l'exemple de la petite ville de Pogradec, au sud-est du pays qui fut renommée Përparim, « Progrès ». Il s'agissait donc, pour les autorités de Tirana, de parsemer le « tapis de noms » de quelques motifs nationaux, un peu de la même façon que, après la Seconde Guerre mondiale, dans chaque république fédérative yougoslave, il existait une ville portant le nom de Tito Titograd, Titov Veles, etc.

Cependant, les nouveaux toponymes définis par la commission nationale, officiellement imposés à partir du mois d'août 1938, ne furent en usage que pendant très peu de temps et, encore aujourd'hui, ce sont, à quelques exceptions près, les anciens toponymes qui restent en vigueur.

### **Le redénomination et son abandon dans leur contexte politique**

Entre le moment où Ahmet Zogu, président de la république, lança le processus de redénomination des toponymes et la date de mise en application de la loi de 1937, il s'écoula une douzaine d'années. On peut donc considérer que la mise en œuvre du processus fut très lente, traduisant les méandres de la construction étatique menée par les dirigeants albanais dans les années 1920-1930. Il ne faut pas oublier que l'Albanie était un petit État, dont la souveraineté était toute relative. À partir de 1926, date de la signature du pacte de Tirana entre l'Albanie et l'Italie, le pays devint en effet quasiment une semi-colonie italienne. Dans ce contexte, on peut voir les décisions prises en 1937-1938 afin de relancer et de faire aboutir le processus de redénomination des toponymes comme une volonté de réaffirmer une souveraineté sur un territoire, alors que l'emprise italienne devenait inéluctable. Ces années correspondent d'ailleurs à une période d'intense « activité nationale » : en 1937, le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance albanaise fut célébré de multiples façons ; l'année suivante, le mariage du roi Zog permit à la nouvelle dynastie d'espérer sa continuité. L'interdiction du port du voile imposée en 1937 par voie législative constitua aussi sans aucun doute une mesure destinée à donner l'image d'un pays européen ayant droit de cité parmi les autres<sup>37</sup>. Ce fut aussi au début de l'année 1937 que le ministère de l'Éducation envoya une circulaire invitant les membres du corps enseignant à préparer des listes de noms albanais pour baptiser les enfants, des noms tirés de l'histoire, des traditions et de la langue nationales<sup>38</sup>. Et toujours la même année, dans le même esprit de nationalisation de la société et de l'appareil d'État, une loi fut votée empêchant les hommes mariés à des femmes étrangères de devenir fonctionnaires<sup>39</sup>.

En réalité, les nouveaux toponymes ne furent en usage (administratif) que durant peu de temps<sup>40</sup>. Je ne peux préciser exactement quand ils furent abandonnés. L'occupation italienne, qui débuta en avril 1939, donc peu de temps après la publication des listes au Journal officiel, en fut probablement responsable<sup>41</sup>. En tous cas, le premier index géographique de l'Albanie,

<sup>36</sup> Le développement du port de Sarandë, symbole de l'Albanie nouvelle du roi Zog, représentait un enjeu national.

<sup>37</sup> Voir N. CLAYER, « Behind the Veil. The Reform of Islam in Inter-War Albania or the Search for a "Modern" and "European" Islam », à paraître dans N. CLAYER, E. GERMAIN (dir.), *Islam in Europe in the Inter-War Period : Networks, Status, Challenges*.

<sup>38</sup> *Demokratia* 528, 20 mars 1937, p. 4.

<sup>39</sup> AQSh, F. 252, v. 1937, d. 385 et *Demokratia* 528, 20 mars 1937, p. 1.

<sup>40</sup> Un collègue de Tirana, Petrit Nathanaili, m'a indiqué qu'on lui avait parlé de documents où le village de Dhrovjan portait le nom de Kastriot. Je le remercie pour cette information.

<sup>41</sup> Par exemple, dans l'annuaire du royaume d'Albanie, édité en 1940, le village de Goranxi dans la sous-préfecture de Gjirokastër figurait sous le nom de Gorandgi-Gorani (et non pas sous celui de Gur i zi qui lui avait été donné en 1938) (*Annuario del regno di Albania*, Anno 1940-XVIII, p. 138). Les autorités italiennes firent au

édité à Londres peu après l'occupation allemande (1943-1944) et l'instauration d'un régime communiste, et élaboré à partir de cartes italiennes réalisées au 1/50 000 et publiées en 1944, n'y fait pas référence<sup>42</sup>. De même, le dictionnaire des noms géographiques de la République d'Albanie publié récemment ne fait état d'aucun des toponymes imposés en 1938<sup>43</sup>. Cet ouvrage nous indique cependant qu'il y eut des changements apportés à certains noms de lieux durant l'époque communiste. Les toponymes comportant une référence religieuse<sup>44</sup> ou un titre des notabilités terriennes (*bej/bey, aga*) furent particulièrement touchés. En outre, quelques motifs idéologiques furent brodés sur le « tapis de noms ». La ville pétrolière de Kuçovë (dans la région de Berat, en Albanie centrale) fut ainsi rebaptisée Qyteti Stalin (La ville de Stalin). Dans le Sud du pays, plusieurs toponymes furent aussi modifiés sur décision de l'Assemblée populaire en septembre 1975. En particulier dans la région de Sarandë, des noms faisant référence à la lumière, au progrès, à la « vie nouvelle », à la victoire ou encore aux partisans furent attribués à des villages qui portaient en général des noms de saints ou de beys ou des noms d'origine grecque<sup>45</sup>.

Cependant, sous le régime communiste, il n'y eut pas de projet similaire, de redénomination de tous les toponymes « étrangers », tel que cela avait été envisagé durant l'entre-deux-guerres<sup>46</sup>. Au final, on pourrait donc penser qu'il n'y a pas encore eu en Albanie, comme en Grèce ou en Turquie, de véritable processus « d'appropriation du territoire » à travers le changement de toponymie, « d'acte 'territorialisant' constitutif », pour reprendre les expressions d'Hervé Guillorel<sup>47</sup>. Ce serait en fait ne pas prendre en compte un élément que je n'ai pas encore souligné, à savoir le fait que, à côté du projet avorté de redénomination et des modifications ponctuelles de toponymes, il y eut une officialisation des formes albanaises des toponymes existants. Car, dans la pratique, en particulier dans des zones multilingues, différentes appellations ou formes coexistaient au début du XX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à la fin de l'époque ottomane, Gjirokastër/Gjinokastër était appelée Argyrokastro en grec et Ergiri Kasri en turc. Or la redénomination envisagée dans l'entre-deux-guerres prenait pour base presque toujours les noms utilisés en langue albanaise, ignorant les autres dénominations. Il y a donc eu, en Albanie aussi, un « aménagement linguistique » des toponymes, pour reprendre une

---

moins un changement de toponyme en Albanie, puisqu'elles rebaptisèrent Sarandë/Santi Quaranta en Porto Edda, en l'honneur de la fille de Mussolini.

<sup>42</sup> Permanent Committee on Geographical names for British Official Use, *A gazetteer of Albania* (1946).

<sup>43</sup> Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Gjuhësisë dhe i letërsisë, *Fjalor i emrave gjeografikë të republikës së Shqipërisë* (2002).

<sup>44</sup> La religion fut interdite dans le pays en 1967.

<sup>45</sup> P. BARKAS, « I elliniki meionotita epi kathestotos Hotza », in L. BALTSIOTI et alii, *I Elliniki meionotita tis Alvanias*, p. 225-264 (cf. p. 242-244). L'auteur insiste sur la volonté d'éliminer des noms grecs et orthodoxes, et d'albaniser le territoire d'une région fortement grécophone. De nombreux toponymes furent en effet changés dans cette région où se trouve une partie des villages habités par des grécophones. Néanmoins les logiques de redénomination sont plus complexes que cela. Plusieurs toponymes modifiés n'étaient ni grecs, ni orthodoxes (Memushbej, Hoxhë, etc.). Certains noms de villages peuplés d'albanophones furent aussi changés. En outre, d'autres régions habitées par des membres de la minorité grecque, comme la plaine du Dropull, n'ont pas connu de modifications de ce type. Néanmoins, les autorités grecques ayant réagi à ces changements particulièrement nombreux dans les villages grécophones, les autorités communistes albanaises auraient gelé le processus de redénomination dans ces régions, à l'exception de Aghios Nikolaos, devenu Dritë. Je dois cette information au professeur Emil Lafe que je remercie tout particulièrement.

<sup>46</sup> D'après le professeur E. Lafe, lui-même responsable de l'élaboration du Dictionnaire des noms géographiques de la République d'Albanie (*supra* note 43), le régime communiste n'aurait pas mis en œuvre un tel processus, parce qu'il n'était pas concevable de reprendre un projet conçu à l'époque de la royauté et parce qu'il ne fallait pas heurter les pays slaves amis en faisant disparaître les nombreux toponymes d'origine slave.

<sup>47</sup> H. GUILLOREL, « Toponymie et politique », in S. AKIN (dir.), *Noms et re-noms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires* (1999), p. 64.

autre expression d'Hervé Guillorel<sup>48</sup>. Ce processus de fixation et de codification des toponymes officiels en langue albanaise a toutefois été assez lent, puisque le premier index des noms géographiques, visant également à la normalisation de leur orthographe et de leur prononciation, n'a été publié qu'en 2002, à la suite d'un long travail entamé à l'époque communiste<sup>49</sup>. Dans cet index par exemple, l'appellation grecque « Drimades » du village de Dhërmi, dans la région de Himarë, ou celle d'Argyrokastrò pour Gjirrokastër n'apparaissent pas.

L'« albanisation radicale » des toponymes, qui visait à remplacer tous les toponymes « étrangers » et à placer quelques motifs nationaux sur le « tapis de noms », cette albanisation recherchée par les dirigeants albanais de l'entre-deux-guerres fit donc place à ce qu'on pourrait appeler une « albanisation douce », par le biais de la sélection et de la standardisation des formes employées en albanais, avec ajout de quelques motifs idéologiques sur le « tapis de noms »<sup>50</sup>. Dans un cas comme dans l'autre, l'État albanais n'est toutefois pas descendu au niveau des microtoponymes qui constituent un élément important de l'identité locale, comme en témoigne la place qui leur est accordée dans de nombreuses monographies régionales. En outre, si ces processus furent menés « d'en haut » par des acteurs nationaux, et par des acteurs locaux qui ne détenaient pas le pouvoir de décision final, des dynamiques locales sont probablement entrées en jeu dans l'usage qui a été fait des anciens et nouveaux toponymes et de leurs différentes formes. Des études seraient à mener à ce sujet. Dans la phase post-communiste, le niveau local intervient d'ailleurs davantage. Depuis 1991, en effet, les décisions concernant les changements de toponymes ne sont plus prises par le bureau spécialisé auprès du Présidium de l'Assemblée populaire, mais par chacune des circonscriptions administratives...

La redénomination des toponymes, y compris au sein d'un État-nation, n'est donc jamais un processus linéaire, homogène, résultant uniquement d'une politique « d'en haut ». L'usage réel des toponymes (à l'écrit, mais aussi à l'oral ; ce qui est jusqu'ici insuffisamment étudié) reflète au contraire les recompositions récurrentes entre différentes dynamiques (nationales, locales, politiques, minoritaires, etc.) qui s'affrontent ou s'entremêlent, portés par différents types d'acteurs (locaux ou non). L'étude du cas albanais montre également que le processus de nationalisation des toponymes est subjectif. La catégorisation albanais/étranger est fluide. Il y a en outre différentes façon de nationaliser : la redénomination, envisagée dans l'entre-deux-guerres, n'est en effet pas le seul moyen ; il y aussi la sélection parmi diverses formes utilisées simultanément dans un environnement multilingue, et la standardisation ; il y a encore l'appropriation par l'élaboration d'une étymologie adéquate. On touche là bien sûr au caractère imaginé et construit du national.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>49</sup> Des listes ont d'abord été dressées à partir de documents administratifs et officiels, et d'ouvrages scientifiques (elles seront mises à jour en fonction de la loi n° 8653 du 31 juillet 2000, sur les divisions administratives et territoriales). Ensuite, les listes établies ont été discutées dans chaque circonscription par des commissions spécifiques, formées de bons connaisseurs de la topographie et du dialecte local (ingénieurs des forêts et des pâturages, fonctionnaires du cadastre, géographes, vétérans, enseignants de langue albanaise, militaires, etc.), sous les auspices du département des dénominations auprès du Présidium de l'Assemblée populaire et de ses collaborateurs dans les comités exécutifs de chaque circonscription. Une correspondance a également été entretenue avec les conseils populaires, des instituteurs de village, des historiens et des géographes locaux (cf. *Fjalor i emrave gjeografikë të republikës së Shqipërisë* (2002), p. 3-6).

<sup>50</sup> Sur la vision actuelle parmi les scientifiques albanais, voir V. BECI, « Disa problemetë emërtimit të fshatrave », *Gjuha jonë* 1-4 (1995), p. 100-103 et B. BALIU, « Jo ndryshim i emërvendeve të Kosovës, por standardizim i tyre », *Gjuha jonë* 1-2 (2000), p. 71-80.